

Prévenir la grève générale

Autor(en): **Guex, Sébastien / Perrenoud, Marc**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-8938>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PRÉVENIR LA GRÈVE GÉNÉRALE

Sébastien Guex, Marc Perrenoud

Le 25 janvier 1945, Le chef du service de renseignements et de sécurité de l'armée, R. Masson, écrit au Général Guisan: «Les victoires russes [...] suscitent dans tous les pays un «enthousiasme révolutionnaire». C'est le règne de la confusion entre les conquêtes militaires de l'armée russe et la valeur de la doctrine communiste. Nous serons à l'aube d'un vaste mouvement social, dont il est difficile de prévoir l'aboutissement [...]. Il est peu probable que notre pays échappe à cette intoxication collective, le virus communiste existant déjà chez nous. Les événements de novembre 1918 prouvent que [...] l'épreuve de force aura lieu à l'intérieur de notre pays. Son résultat dépendra de la fermeté du gouvernement et de la discipline de l'armée, si cette dernière devait intervenir sous la forme d'un service d'ordre, en cas de troubles intérieurs.»¹

A partir du moment où la défaite de l'Axe apparaît inéluctable, un spectre hante les autorités suisses: une répétition de la grève générale de novembre 1918. En effet, la première guerre mondiale s'était terminée par le plus grand conflit social que la Suisse contemporaine ait connu. Les milieux dirigeants redoutent donc que la fin du deuxième conflit soit marquée par une crise analogue. Ils craignent que la population suisse suive les exemples étrangers, en particulier les soulèvements populaires survenus en Italie et en France en 1944. Une telle inquiétude transparait dans la manière dont le Chef de l'Etat-major personnel du Général Guisan, B. Barbey, rend compte dans son journal intime de la journée du 8 mai 1945. Désapprobateur, il relève qu'à Genève «la population en liesse s'est ruée sur les petits drapeaux alliés. Ce qui choquait, c'était l'allure de gigolos qui avaient vu la libération de Paris aux «actualités» et qui juchés sur des camions parcouraient les rues avec des clameurs triomphantes.» Soulagé, il note qu'à Berne, il n'y a «aucun mouvement de liesse. Berne fêtera l'armistice [...] conformément aux recommandations officielles».²

Ce jour-même, des troupes sont mises sur pied au Tessin en raison de manifestations antifascistes. Et, quelques semaines plus tard, d'autres troupes seront mises en état d'alerte en prévision de manifestations antifascistes à Berne.

Toutefois, la réponse des milieux dirigeants à une éventuelle répétition de la ■ 17

grève générale n'est pas seulement militaire, mais aussi, si ce n'est davantage, sociale et politique. Trois exemples.

1) La composition du Conseil fédéral est modifiée: premier pas, en décembre 1943, le socialiste E. Nobs, ancien dirigeant de la grève générale, est élu au gouvernement. Fin 1944, après la démission de M. Pilet-Golaz discrédité à cause de sa complaisance pour l'extrême-droite, un radical beaucoup plus consensuel, M. Petitpierre, entre à son tour au gouvernement. En 1943, en tant que président de la Chambre suisse de l'horlogerie, il avait contribué au renouvellement des accords de paix du travail dans l'industrie de la montre. Cette volonté consensuelle imprègne aussi la politique étrangère au début de 1945: afin de limiter les tensions internes et externes, des socialistes et des syndicalistes sont, pour la première fois, associés à des négociations internationales.

2) Une des principales revendications des grévistes de 1918 était la création d'une assurance-vieillesse fédérale. Durant un quart-de-siècle, cette exigence reste lettre morte. En 1943, le Conseiller fédéral W. Stampfli déclare encore que la question peut attendre. Cependant, la perspective de plus en plus probable d'une défaite de l'Axe et la menace des troubles sociaux qui s'ensuivraient le font bientôt changer d'avis: en janvier 1944, il préconise la réalisation rapide de l'AVS. Pour les mêmes raisons, une fois la guerre finie, le gouvernement n'ose démanteler le système des allocations pour perte de gain mis sur pied en 1939 afin de subvenir aux besoins élémentaires des familles des soldats mobilisés. Ce système peut donc être utilisé pour financer la nouvelle assurance sociale. Dès lors, une alliance des radicaux et des socialistes fait promptement aboutir la création de l'AVS. Celle-ci entre en vigueur le 1er janvier 1948.

3) En août 1945, le Conseil fédéral annonce une série de mesures économiques, qui ont notamment pour objectif de «conserver une forte population paysanne».³ Ce pas important en direction des milieux agricoles vise à s'assurer leur soutien en cas de tensions sociales. Comme en 1918, les paysans se voient choyer dans leur rôle de dernier rempart de l'ordre établi.

En maintenant une profonde stabilité politique et en surmontant leur isolement diplomatique, les milieux dirigeants suisses, préservés par la guerre, ont pu pleinement tirer parti des opportunités de l'après-guerre.

Notes

1 Documents diplomatiques suisses, vol. 15, Berne 1992, pp. 850–851.

2 P. C. du Général, Neuchâtel 1948, p. 269.

18 ■ 3 Feuille fédérale, 1945, I, p. 904.



1.-Mai-Demonstration in Zürich, 1945. Foto: Arbeiterfotobund Zürich, Emil Acklin.